

## **Les rencontres de la sécurité et de la prévention**

### **« La réputation est-elle révélatrice des inégalités sociales de genre ? »**

#### **Colloque organisé par le Département de l'Essonne le 13 mars 2025**

Les rencontres de la sécurité et de la prévention du Conseil départemental de l'Essonne visent à échanger sur des enjeux en définissant leurs contours et en partageant les pratiques professionnelles des acteurs de tout horizon (préfecture, éducation nationale, police, gendarmerie, associations, travailleurs sociaux, ...).

Ces dernières années, le sujet de la prostitution des mineurs (dans ses différentes formes) et celui des rixes ont été abordés. Cette 3<sup>ème</sup> édition porte sur le sujet de la « réputation ». A travers cette notion, il s'agit de questionner les catégorisations (« filles faciles », ...) qui constituent pour nos jeunes concitoyennes autant de blessures issues de faits de harcèlement et/ou de violences physiques.

La mort de Shemseddine en Essonne en avril 2024 illustre ce « nouveau patriarcat » qui encadre la vie sociale des jeunes filles s'agissant de leur habillement, de leurs études et de leurs loisirs, de leurs relations amicales et amoureuses, ...

Le Conseil départemental de l'Essonne est pleinement mobilisé à travers ses actions de prévention pour porter cette ambition républicaine d'une égalité entre les filles et les garçons.

Alexandre TOUZET

Vice-président en charge de la citoyenneté, de la prévention, de la sécurité et du monde combattant

## Actes du colloque

### Intervenants

Laure DAUSSY, Journaliste d'investigation et reporter à Charlie hebdo. Également autrice, elle écrit "La réputation" : une enquête sur la fabrique des "filles faciles" menée en immersion dans la ville de Creil.

Lisa GAUVIN-DRILLAUD Co-fondatrice et chargée de sensibilisation et formation pour l'association #StopFisha, association de lutte contre les violences de genre facilitées par la technologie

Sarah MANTAH, Consultante ADELPHIC SYSTEMES- Project Soar- Board Member- Experte commission AFNOR égalité professionnelle.

### Préambule

Dans le cadre de son Schéma directeur sécurité et prévention des violences et de la délinquance, le Département de l'Essonne organise chaque année **les Rencontres de la Sécurité et de la Prévention**. A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes 2025, un colloque s'est tenu le 13 mars 2025 à l'Hôtel du Département de l'Essonne. Le thème retenu pour cette édition 2025, la réputation et ses dangers soulève une question essentielle : *La réputation est-elle révélatrice des inégalités de genre ?*

Le colloque a été abordé aux prismes de la sociologie du genre, la santé mentale, la sécurité, les discriminations, et le monde digital dont l'intelligence artificielle. L'objectif de cet événement est d'amener le public vers une prise de conscience du rôle crucial que la réputation joue dans la construction des représentations sociales et la manière dont celles-ci peuvent influencer la société, que ce soit à travers des stéréotypes, des jugements hâtifs, ou encore des attentes sociales. En effet, les représentations sociales sont marquées et influencées par des diktats, des stéréotypes de genre et entraînent des conséquences sur les inégalités entre les femmes et les hommes.

Le colloque, ouvert par Alexandre Touzet, Vice-Président du Conseil Départemental de l'Essonne, a permis d'aborder ces thèmes grâce à trois intervenantes :

**Définir la réputation : mécanismes sociaux, enjeux et dangers** par *Laure DAUSSY, Journaliste d'investigation et reporter à Charlie hebdo. Également autrice, elle écrit "La réputation" : une enquête sur la fabrique des "filles faciles" menée en immersion dans la ville de Creil.*

**Le rôle des NTIC et de la e-réputation** par *Lisa GAUVIN-DRILLAUD, Co-fondatrice et chargée de sensibilisation et formation pour l'association #StopFisha, association de lutte contre les violences de genre facilitées par la technologie.*

**Résilience - La sororité et l'adelphité comme leviers** par *Sarah MANTAH, Consultante ADELPHIC SYSTEMES- Project Soar- Board Member- Experte commission AFNOR égalité professionnelle.*

- - -

### I. Définir la réputation : mécanismes sociaux, enjeux et dangers

Laure Daussy amorce son propos en présentant son livre « *La Réputation, enquête sur la fabrique des filles faciles* ». L'histoire de la jeune Shaïna Hansye décédée en 2019 dans l'Oise constitue le point de départ de l'ouvrage. Si les jeunes filles souffrent des effets néfastes liés à la mauvaise réputation, il n'en demeure pas moins que les garçons en subissent également

les conséquences. C'est le cas du jeune Shemseddine, battu à mort à proximité d'un collège à Viry-Châtillon, en Essonne, en avril 2024. L'adolescent a été tué par les frères d'une camarade avec laquelle il échangeait. Ces deux meurtres ont été fortement influencés par le risque de devoir assumer une « mauvaise réputation ». Ces crimes ont été poussés par la peur de la honte et du déshonneur. Cette pression a été tellement forte qu'elle a atteint la forme de violence la plus excessive : le meurtre.

L'autrice explique dans quelles mesures la « réputation » a tué Shaïna. Elle revient sur les agressions vécues par la jeune fille et sur les conditions de son meurtre : agressée sexuellement à l'âge de 13 ans, elle est brûlée vive à l'âge de 15 ans par son petit ami quand il apprend qu'elle est enceinte de lui. En effet, après les premières agressions sexuelles subies, les garçons ont propagé l'idée que l'adolescente était une « fille facile ». C'est la double peine pour Shaïna : agressions sexuelles et culpabilité, car la jeune fille n'est plus considérée comme digne de respect. Elle devient la proie de tous. Des humiliations s'en suivent. Deux ans plus tard, elle rencontre un garçon dont elle tombe amoureuse. Lui n'est intéressé que par cette réputation de « fille facile ». Quand elle tombe enceinte de lui, il préfère l'assassiner plutôt que d'entacher sa propre réputation.

Cette enquête journalistique illustre l'impact et les dangers de la réputation et des biais sexistes qui en découlent. Laure Daussy explore comment la réputation, en particulier celle des jeunes filles, est façonnée et manipulée par les perceptions sociales et les rumeurs. Les violences faites aux femmes sont présentes dans tous les milieux mais l'autrice souhaitait réaliser une enquête locale pour ne pas noyer les mécanismes propres à un territoire dans une sphère plus globale. Etudier les particularités permet de nuancer les effets des phénomènes sociétaux, sans nier les analyses issues des études sociologiques réalisées à une échelle macrosociétale. L'autrice met en lumière la façon dont les jeunes femmes, sont étiquetées, souvent de manière réductrice et stéréotypée. Les jeunes filles de Creil subissent un sexisme très violent et craignent de subir le même sort que Shaïna. Par conséquent, elles s'imposent une multiplicité de codes, de normes à respecter pour ne pas risquer la mauvaise réputation : vêtements amples, cacher ses relations amoureuses. Leur comportement est surveillé par des garçons mais aussi par d'autres filles. L'espace public est celui des garçons.

Le terme de « fille facile » est sexiste. Il n'existe pas d'équivalent de cette expression au masculin, on ne dit pas qu'un garçon est « facile ». La société n'impose pas les mêmes injonctions aux filles et aux garçons. Les garçons sont valorisés lorsqu'ils conquièrent et peuvent relationner librement tandis que les filles sont conditionnées et stigmatisées. L'autrice qualifie cela de « double standard poussé à l'extrême » et prend un témoignage de terrain pour exemple. Elle nous raconte qu'un père de famille préfère que son fils aille en prison plutôt que sa fille soit considérée comme une « trainée ». Selon lui, un garçon qui fait de la prison pourra toujours laver sa faute, purger sa peine tandis qu'une fille facile porte le poids de sa réputation toute sa vie et ne pourra pas trouver de mari. Derrière l'idée de réputation se cache une catégorisation des filles. Quand les filles sortent de la « bonne catégorie » elles deviennent des proies que l'on peut maltraiter et cela ne sera pas mal vu par les pairs.

La réputation constitue également un outil de vengeance. Même si une fille adopte un comportement conforme aux règles tacites qui régissent la « bonne réputation », il suffit qu'un garçon propage une rumeur fautive et la mauvaise réputation l'emporte. Par exemple, l'autrice raconte l'histoire d'une adolescente qui a refusé les avances d'un garçon pour préserver son image. Celui-ci se vexe et propage une rumeur à son propos pour se venger. Il dit avoir eu une relation sexuelle avec la jeune fille alors que c'est faux. C'est la jeune fille qui en subit les conséquences, se voit méprisée et humiliée tout au long de son adolescence. Cet outil de contrôle que représente la réputation est aussi une arme sociale utilisée telle une menace pour prendre l'avantage dans un rapport de domination. Ce conditionnement des femmes se projette jusqu'aux vêtements. En effet, pour ne pas paraître « fille facile », les femmes et filles vont porter des vêtements amples et parfois même le voile, pas toujours par conviction religieuse mais par obligation. Laure Daussy souligne l'importance de ne pas faire de la

récupération politique ou de l'instrumentalisation de cet élément mais elle souhaite également ne pas invisibiliser ce qui se passe dans la ville de Creil à ce propos. Les contraintes dépendent du père, du frère, du copain mais aussi d'une ambiance globale. Le rôle de l'imam a aussi son importance lorsqu'il considère, par exemple, que la jupe est un interdit religieux et qu'il incite ainsi les jeunes, qui viennent entendre son prêche, à surveiller les adolescentes.

L'autrice a remarqué une certaine injonction à la virginité qui serait vue comme un tabou absolu. Les femmes doivent rester vierges pour le mariage et leur corps appartient au groupe et non plus à l'individu. En conséquence, si une fille ou une femme adopte un comportement non conforme aux règles, alors la honte repose à la fois sur la personne concernée mais aussi sur sa famille et ses proches. Les logiques patriarcales induisent une perte de la liberté des jeunes femmes et une insécurité constante. La religion est également utilisée pour contrôler le comportement et le corps des femmes à l'échelle de la ville de Creil.

La réputation devient un outil de contrôle social, où une simple rumeur ou accusation peut transformer la vie d'une adolescente, la rendant vulnérable à des jugements, une pression sociale forte, une privation des libertés individuelles, propices à des violences psychologiques et physiques. À travers cette analyse, l'autrice invite à réfléchir sur les mécanismes sociaux qui nourrissent les stéréotypes et la manière dont ils peuvent influencer le destin des jeunes filles mais également des jeunes garçons qui subissent les sévices de ce phénomène social. Les filles subissent cette pression constante sur leur comportement et leur image, où des notions de "bonne" ou "mauvaise" réputation sont appliquées de manière stricte, souvent à l'origine de stigmates qui marquent profondément leur existence. La réputation devient ainsi un enjeu social majeur, où la liberté et l'identité des jeunes femmes sont largement définies par les attentes et les jugements des autres.

### **Perspectives**

- Former les personnes dites « relais de confiance » comme les éducateurs sociaux ou les bénévoles des associations, le personnel éducatif pour qu'ils ne soient pas épris de ces paradigmes et biais sexistes,
- Créer des espaces dans lesquels les filles peuvent se confier en toute confiance sans craindre d'être jugées,
- Les séances d'éducation affective et sexuelles prévues dans la loi de 2001 doivent être réellement appliquées,
- Le respect et l'apprentissage de la laïcité qui permettent la mise à distance des injonctions religieuses,
- Être très attentif aux fake news.

### **Questions posées par le public**

Est-ce que les mécanismes qui s'appuient sur la réputation touchent davantage les plus jeunes ? A quelle tranche d'âge se réfèrent vos propos ?

*« Dans mon enquête j'ai interrogé des filles qui avaient à peu près l'âge de Shaïna donc entre 17 ans et 18 ans. Pour Shaïna, les effets de la réputation, sont arrivés à l'âge de 13 ans après ses agressions sexuelles. La réputation arrive très tôt et aussi avec les réseaux sociaux. Donc je dirai, l'adolescence ».*

*« Au quotidien, doit-on conseiller à un éducateur ou un encadrant ou bénévole d'une association de dire aux filles « faites ce que vous voulez, soyez comme vous êtes ». Qu'est-ce qu'on doit conseiller dans ce cadre-là et dans ce contexte -là ? ».*

*« Oui ça me semble important mais effectivement c'est complexe. Ça me fait penser à une mère de famille qui me disait qu'elle adorerait dire à sa fille de s'habiller comme elle veut. Mais le jour où elle a acheté une jupe à sa fille la voisine a appelé la mère pour lui demander pourquoi sa fille était en jupe. Elle se rend compte qu'elle emprisonne sa fille parce que ce monde est dangereux pour elle. Les filles risquent plus d'être agressées que les garçons donc*

*on donne moins de libertés aux filles, ce qui est extrêmement injuste. Il faudrait casser ce processus par l'éducation des filles et des garçons ».*

*« Concernant Shemseddine, les médias ont du mal à considérer ça comme un crime sexiste, ils parlent de violence. C'est vrai que pour les jeunes c'est compliqué. Par exemple, pour Depardieu, et à juste titre, c'était simple mais quand ça concerne les jeunes et la religion c'est compliqué. Quand c'est l'homme blanc de 50 ans on y va et c'est très bien, mais quand c'est un jeune, c'est une thématique qu'on a du mal à poser. »*

*« Oui, je fais le même constat que vous. Moi-même, quand j'ai écrit mon livre je craignais que ça soit instrumentalisé, parce qu'on était dans un étai. Quand on parle du terrain il y a une réalité qu'on ne peut pas nier. On se dit : c'est la réalité, c'est ce que j'ai vécu, merci d'en parler. Je trouve que ça serait pire de ne pas en parler, c'est ça qui serait raciste car ça serait abandonner ces adolescentes, ça serait ne pas prendre en compte les violences qu'elles subissent. Et je pense que ce serait ça qui serait une erreur. Je sais qu'une partie du féminisme serait gênée de parler de ce sujet. Il y a un concept qu'on appelle l'intersectionnalité qui est une juxtaposition de discriminations. On peut être victime de racisme et de sexisme. Et précisément, ces adolescentes des quartiers sont victimes de ces deux choses-là. En n'osant pas dire qu'il y a du sexisme qui s'impose à ces filles, par peur de stigmatiser les garçons du quartier, on privilégie la lutte contre le racisme au détriment de la lutte contre le sexisme et on laisse les filles en proie à ce sexisme. A l'inverse, il y a des filles qui ne vont pas oser dénoncer ce qu'elles vivent parce qu'elles savent que ça peut être instrumentalisé contre leur quartier, contre leur communauté. C'est une situation extrêmement complexe. Plus il y a des propos racistes tenus par des politiques plus ça va renfermer ces filles-là dans une forme d'appartenance communautaire. Il faut avoir tous ces éléments-là en tête ».*

## **II. Le rôle des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication et de la e-réputation**

L'espace numérique est un environnement dans lequel les violences fondées sur le genre sont diverses et massives : 58 % des jeunes femmes et des filles dans le monde ont subi des violences en ligne sur des plateformes de médias sociaux (UNESCO, 2023), et elles sont 27 fois plus susceptibles d'être harcelées en ligne que les hommes (Lobby Européen des Femmes, 2017).

Lisa Gauvin-Drillaud définit la e-réputation comme : *« l'image qu'une personne, une entreprise ou une organisation projette et/ou subit sur Internet et qui est construite à travers les contenus publiés la concernant »*. Elle est influencée par les contenus partagés (photos, vidéos, commentaires), les interactions entre les internautes (mentions, partages, critiques, tags, avis), les algorithmes des plateformes (mises en avant de certains contenus, suppression ou censure) et par les dynamiques de viralité (bad buzz, polémique). Autrement dit, tous ces éléments conditionnent la e-réputation. La e-réputation peut être un atout, mais elle peut aussi être utilisée pour nuire, notamment à travers le cyberharcèlement, la diffusion de fausses informations, cyberviolences de genre ou la publication de contenus compromettants. Sa gestion est devenue un enjeu majeur, aussi bien pour les individus que pour les entreprises et les institutions. L'intervenante ajoute que la réputation sur internet est soumise aux dynamiques algorithmiques et à la viralité sur les réseaux-sociaux, à la surveillance et à l'archivage numérique sur les plateformes mais également aux normes sociales et aux biais genrés, aux stratégies de harcèlement et de désinformation et enfin, à la régulation et l'absence de contrôle individuel sur le numérique. Contrairement à la réputation dans l'espace physique, notre image en ligne est en grande partie façonnée par des acteurs externes : plateformes, médias, autres utilisateurs.

L'intervenante propose un focus sur les violences que l'on retrouve sur les réseaux sociaux notamment le « slut-shaming », qui désigne le fait d'insulter une autre personne de « pute ». C'est le fait de critiquer, stigmatiser, culpabiliser ou encore déconsidérer une personne dont le comportement sur internet dérange. Elle parle aussi de la diffusion de contenus intimes sans

consentement, pour se venger d'une rupture par exemple. Elle souligne que la victime n'est pas responsable de ce qu'elle subit. Les enjeux et dangers des cyberviolences et particulièrement du slut-shaming en ligne sont importants. Le « slut-shaming » et la diffusion de contenus intimes sans consentement s'inscrivent dans une logique plus large de violence numérique genrée, dans laquelle la réputation et l'image des victimes sont utilisées comme armes pour les contrôler, les marginaliser ou les brider. C'est donc un outil de domination sociale qui dépasse la simple attaque individuelle : il sert à maintenir un ordre genré oppressif en ligne. La réputation des femmes reste un enjeu public et collectif.

Le numérique, reflète et amplifie les biais sexistes et normes de genre déjà présents dans la société. Il impacte de facto la e-réputation des femmes et minorités de genre en les rendant beaucoup plus vulnérables aux campagnes de dénigrement, de haine et cyberviolence. Loin d'être un phénomène isolé, la e-réputation s'inscrit dans une dynamique plus large de contrôle et de sanction sociale des femmes et des minorités. Plutôt que d'en faire un outil uniquement répressif, il est nécessaire de penser des politiques numériques inclusives qui garantissent la protection des individus tout en offrant des alternatives aux modèles économiques toxiques des plateformes.

### **Perspectives**

- Réguler de manière plus stricte et contraignante les plateformes et entreprises tech pour garantir un espace numérique plus sûr,
- Privilégier l'éducation et la prévention dès le plus jeune âge, en intégrant les questions de genre et de numérique dans les parcours scolaires et universitaires,
- Renforcer la mobilisation citoyenne et les initiatives féministes pour contrer la montée des mouvements anti-droits en ligne,
- Favoriser la collaboration internationale pour créer un cadre de protection efficace face à un phénomène transnational,
- Développer des outils technologiques éthiques et inclusifs, visant à réduire les biais algorithmiques et protéger les populations les plus vulnérables.

### **Questions posées par le public**

« Envisagez-vous des éléments de solution dans l'éducation ? »

*« On fait beaucoup de formation auprès des professionnels, pour apprendre comment aborder le numérique auprès des jeunes. Mais concrètement ce qu'on indique c'est d'y aller sans jugement, sans faire la morale. C'est un fait, il faut prendre en considération que les jeunes ont une sexualité en ligne. Il faut privilégier l'approche « c'est quoi votre expérience du numérique ? » en termes de relations, en termes de pornographie, de discussions, d'images de soi, de consommation et d'utilisation des réseaux sociaux. On a des outils, des jeux, des violentomètres version cyber. On explique aux jeunes comment se repérer face à une échelle de violence. C'est aussi intéressant d'avoir une approche du bien-être en ligne. La répression des nues et de la sexualité en ligne des jeunes n'est pas une bonne approche parce que ça n'empêche en rien les échanges. Il faudrait déconstruire tout ce qui est masculinisme en ligne, auprès des jeunes garçons qui sont très influencés et influençables car ils sont en période de construction ».*

« Dispose-t-on d'une comparaison entre les jeunes qui sont dans le numérique et ceux qui en sont beaucoup plus éloignés ? Est-ce qu'on a une différence de considération des comportements dans le domaine tangible ? Si on est moins numérique, est-ce qu'on est moins violent ou c'est la même chose ? »

*« Je ne sais pas s'il y a des études sur ce sujet mais il est rare que les jeunes ne soient pas confrontés au numérique. Quand je vais dans les classes et que je leur demande s'ils sont sur les réseaux sociaux, peu d'entre eux n'y sont pas. Les réseaux sociaux font tellement partie de nos vies que ne pas y être ça peut être une ostracisation sociale. Les réseaux sociaux diffusent les normes de genre. Le numérique facilite les violences, il les véhicule. Les jeunes*

*ont accès aux plateformes et aux réseaux sociaux de plus en plus tôt et moi je dis toujours que donner un téléphone et donner accès aux réseaux sociaux à un jeune sans lui expliquer comment s'en servir c'est comme donner une voiture sans le permis ».*

« Qu'en est-il de la responsabilité des auteurs de violences sur les réseaux sociaux ? »

*« Je ne voulais pas axer ma présentation sur les auteurs, mais effectivement c'est important d'en parler. C'était important pour moi d'expliquer le rôle des plateformes car elles offrent un espace dans lequel il se produit de la violence. Les auteurs sont souvent des mineurs, c'est pour ça qu'il est important de prendre en charge collectivement les auteurs, grâce aux sensibilisations dans les écoles, grâce aux parents. Les auteurs consomment et ingèrent des informations sur les plateformes. Beaucoup d'auteurs reproduisent des schémas qu'ils ont vu en ligne, dont des contenus masculinistes. Evidemment il y a les questions d'éducation et de sexisme dans la société qui sont reproduites sur le numérique. Avec Stop fisha on n'est pas sur une logique répressive mais davantage sur une logique de justice réparatrice qui consiste à effectuer un travail avec l'auteur. Nous ne sommes pas plus bienveillants avec les auteurs qu'avec les réseaux sociaux, simplement nous avons un regard critique sur le contexte dans lequel ces violences sont commises et le contexte dans lequel l'auteur commet ces violences. Souvent les auteurs consomment de la violence en ligne ».*

### **III. Résilience : La sororité et l'adelphité comme leviers**

Sarah Mantah introduit son propos avec la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne écrite en 1791 par Olympe de Gouge. Pionnière du féminisme, son texte majeur constitue une réponse critique et subversive à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen (1789). Ce texte est une revendication explicite de l'égalité des sexes dans le cadre des principes révolutionnaires de liberté et d'égalité. Olympe de Gouges voulait intégrer les femmes dans la citoyenneté sur un pied d'égalité avec les hommes, sans exclure qui que ce soit.

La sororité est définie comme un concept issu du féminisme désignant la solidarité entre femmes pour contrer les discriminations sexistes et promouvoir l'égalité des genres. La sororité n'est pas qu'un simple lien entre femmes ; elle est profondément politique. Elle s'oppose au modèle de rivalité féminine que les structures patriarcales ont souvent encouragé et cherche à bâtir des alliances entre femmes pour lutter contre les inégalités. Elle permet de construire des espaces d'entraide et de résilience face aux violences et discriminations issues de la virilité hégémonique. La sororité va au-delà de la solidarité entre femmes, c'est une conscience partagée des oppressions sexistes. Elle s'exerce sous le prisme intersectionnel. C'est une posture philosophique proactive. La sororité permet de penser la culture féminine, de ne pas invisibiliser les femmes.

L'intervenante met en lumière la notion de patrimoine qui s'explique par la contribution des femmes à l'héritage culturel de la France. Le patrimoine et le patrimoine contribuent ensemble à la richesse culturelle. La sororité est un concept-clé de la pensée féministe qui évolue en fonction des contextes sociaux et politiques. Elle constitue une stratégie de lutte et d'émancipation collective contre les oppressions patriarcales. Le féminisme ne peut être réduit à une simple opposition entre hommes et femmes, ni être limité à un combat porté exclusivement par ces dernières. L'intériorisation du sexisme, y compris par des femmes progressistes, démontre qu'il est nécessaire d'adopter une approche systémique et collective. Dans le féminisme radical des années 1970, la sororité était un levier pour la construction d'un sujet politique féminin collectif, notamment dans les groupes de parole féministes dans lesquels les femmes partageaient leurs expériences d'oppression. Le même procédé est utilisé pour le féminisme intersectionnel. Effectivement, la sororité est un moyen d'établir des alliances au-delà des différences de classe, d'origine, ou d'orientation sexuelle, en intégrant des expériences multiples d'oppression. Si la priorité doit être donnée à la parole des femmes et si des espaces non mixtes restent nécessaires pour renforcer leur pouvoir d'action, il est

tout aussi crucial d'impliquer toute la société, y compris les hommes, dans cette lutte. L'égalité n'est pas une affaire de genre, mais une question de justice sociale.

L'adelphité est un terme inclusif, englobant la solidarité entre toutes les personnes indépendamment du genre. Autrement dit, cette notion désigne une solidarité inclusive entre tous sans distinction de genre. L'adelphité, en élargissant cette solidarité à toutes les personnes subissant les effets du patriarcat et de la domination viriliste, invite à des modèles relationnels plus égalitaires et inclusifs. Elle peut être pensée comme une forme de continuité et d'approfondissement du projet féministe initié par Olympe de Gouges. La sororité et l'adelphité sont utilisées comme réponse aux exclusions du passé. Ces deux notions sont une réponse à l'utilisation malveillante de la réputation tel un outil de contrôle social et de reproduction des inégalités de genre. Comme la Déclaration de Gouges remettait en cause l'androcentrisme républicain, l'adelphité remet en cause les structures genrées de la solidarité pour penser une émancipation collective au-delà des identités figées.

L'organisation sociale dominée par la virilité entraîne souvent une compétition exacerbée, une hiérarchisation rigide et une monopolisation des ressources, ce qui peut affaiblir les liens sociaux et les structures collectives. En opposition, la sororité et l'adelphité encouragent la coopération, le partage du pouvoir et des ressources, et donc des modes de gouvernance plus horizontaux et solidaires. Le coût de la virilité implique souvent un lourd tribut pour la société (violence, précarité des femmes et des minorités, inégalités économiques, domination symbolique). En somme, là où la virilité coûte cher à la société en raison de ses effets destructeurs, la sororité et l'adelphité offrent des réponses constructives et réparatrices, en favorisant une culture de l'entraide, de la responsabilité collective et du bien-être partagé.

L'intervenante propose des exemples concrets d'adelphité pour illustrer la façon par laquelle il est possible d'entretenir ce concept de façon opérationnelle tel un levier pour atteindre une résilience sociétale et individuelle. Par exemple, le dispositif « Angela » est un ensemble de lieux de sûreté dédiés aux personnes victimes de harcèlement de rue ou de violences verbales et physiques. Les victimes peuvent s'y réfugier en prononçant le prénom *Angela* qui est en réalité un code pour demander une aide immédiate. Sara Mantah a dressé une liste d'associations de terrain qui favorisent ce concept d'adelphité, tout en rappelant l'importance de se référer au réseau associatif confronté aux problématiques de terrain.

## **Perspectives**

La solidarité féministe et l'adelphité regroupent un ensemble d'initiatives de pratiques et de dynamiques organisées et menées par des femmes et des hommes alliés. Ces actions ont vocation de lutter contre les inégalités de genre dans le but de promouvoir des valeurs d'entraide et de justice sociale. Ces initiatives peuvent prendre plusieurs formes :

- Initiatives de protection et d'entraide : dispositifs de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, aide aux femmes en situation de précarité, initiatives de soutien aux migrantes ou aux victimes de violences conjugales,
- Plaidoyers et combats féministes : campagnes internationales pour les droits des femmes, luttes pour la justice climatique féministe, actions pour la parité et contre les discriminations sexistes,
- Actions d'hommes alliés : programmes et engagements masculins pour lutter contre le sexisme et les violences faites aux femmes,
- Réseaux de sororité et d'adelphité : associations de mentorat, réseaux d'entrepreneuriat féminin, groupes de parole et de soutien entre femmes,
- Budgétisation Sensible au Genre (BSG) : consistant à intégrer une perspective de genre dans l'élaboration, l'exécution et l'évaluation des budgets publics et permettant d'aller au-delà des déclarations d'intention et de traduire concrètement les engagements en faveur de l'égalité en actions mesurables et financées. Il constitue un levier puissant pour rendre visibles les femmes dans la vie politique et institutionnelle

des pays et des collectivités, tout en instaurant une véritable responsabilité financière de l'État et des collectivités vis-à-vis de toute la population,

- Langue inclusive : doit être utilisée comme un outil de visibilité et de solidarité. La langue n'est pas seulement cosmétique mais elle est politique et elle permet de nommer quelque chose correctement au service de tous et toutes. La Commission européenne et l'ONU intègrent progressivement l'inclusivité linguistique dans leurs communications officielles.

### **Questions posées par le public**

« Le terme d'adelphité n'est pas très connu aujourd'hui des femmes et des hommes, comment se sert-on de cette philosophie ? Est-ce qu'il y a des actions au niveau de l'Education ? »

*« Effectivement, on ne cesse de vulgariser mais c'est lent. Ce sont des milieux politiques et militants qui en sont convaincus, mais on ne cesse d'en faire la promotion pour repenser la mise au même plan du citoyen et de la citoyenne ».*

- - -